

Après les mesures de Vinod Appadoo Quelles réformes pour nos institutions pénitentiaires ?

La cause est entendue. Le système carcéral Maurice post-indépendance a effectué pendant des décennies des zigzags, au gré des événements, des hommes politiques et de leurs impulsions populistes.

Quand vint le temps du trafic de drogue dans les années 80-90, ce fut la même chose avec les slogans faciles tels que 'Guerre contre la drogue' ou quand les élections étaient proches 'Peine de mort pour les trafiquants de drogue'. Ainsi, le système carcéral, ou plutôt le système politique (car on ne doit jamais oublier qui tire les ficelles des marionnettes !) a refusé de trancher entre l'idée d'une prison-répression ou bien celle d'une prison correctrice et réhabilitant. Nous avons donc eu à la tête de nos institutions pénitentiaires des hommes au profil complètement différent, de l'humaniste Deepak Bhookun, au visionnaire Bill Duff en passant par le fantasme Vyajanarayanan ou à présent Vinod Appadoo.

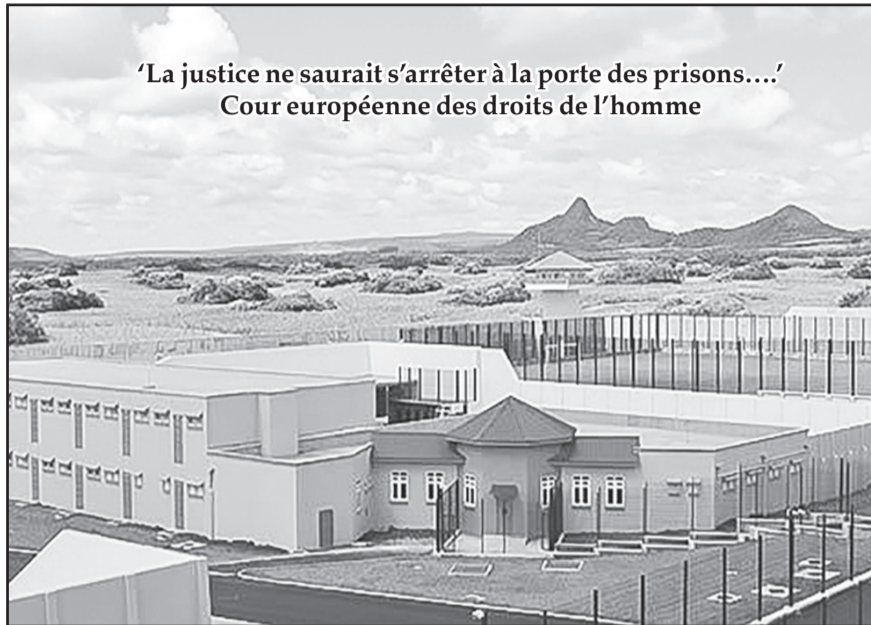
Nous ne nous attarderons pas trop sur Vinod Appadoo, car nous estimons qu'il n'est que l'instrument d'une politique carcérale conservatrice préconisée par le ministre Mentor, sir Anerood Jugnauth. Nous sommes convaincus qu'il ne sera qu'une parenthèse dans l'histoire de la prison à Maurice...

LA SITUATION DANS LES PRISONS MAURICIENNES

La population carcérale de la République s'élève à environ 2500 prisonniers pour une population de 1 200 000 âmes. Cela donne une moyenne de 200 citoyens emprisonnés pour 100 000 habitants. En comparaison, les États-Unis comptent 750 pour 100 000, l'Afrique du Sud, 325 pour 100 000 et la France 120, pour 100 000.

Maurice compte une dizaine de prisons. Les plus 'prisoner friendly' sont la prison ouverte de Richelieu, située dans la nature, au milieu des champs de cannes et où les 'contacts visits' sont permis (Vinod Appadoo, il est vrai va bientôt lui donner sa rigueur toute militaire) et la prison de Petit-Verger avec vue sur mer. Le plus traumatisant est la 'High Security prison' de Melrose avec 'ses grosses portes métalliques' et 'son énergie particulière' pour reprendre l'expression d'un visiteur de prison. N'oublions pas le 'Open prison' pour les femmes.

Contrairement à la doxa populaire, vivre en prison n'est pas vivre dans un hôtel cinq-étoiles. Tout citoyen qui l'affirme devrait passer, ne serait-ce qu'une semaine en prison. La privation de liberté est humainement, difficilement acceptable pour tout être normalement constitué.



La prison de haute sécurité de Melrose.



Lindley Couronne est directeur du secrétariat régional de DIS-MOI.

Vijay Ramanjooloo, psychologue clinicien, estime que jusqu'à 85% de la population carcérale souffre de problèmes psychiatriques : bipolarité, schizophrénie, entre autres.

Le psychologue n'hésite pas à dire que la prison est 'le cœur d'une société et que nul ne peut se vanter de pouvoir contrôler ses émotions !' Il ajoute que dans le cas de crimes passionnels, la plupart des accusés sont des 'first offenders'. Pour le citoyen lambda qui

ne voit le monde qu'en blanc ou noir, cela devrait être une bonne leçon.

Pour schématiser, la situation dans les prisons mauriciennes n'est pas comme sur le continent africain ou à Madagascar, où la prison c'est 'l'enfer sur terre'. Elle n'est pas non plus conforme aux 'meilleures pratiques du monde'. Les Nations Unies recommandent de séparer les prisonniers en fonction de leur dangerosité. Nous avons une Commission des droits de l'homme, présidée par Dhiraj Seetulsingh et, logiquement, elle devrait 'lobby' l'État pour aller dans ce sens. Mais que peut-on attendre de la NHRC en matière des droits humains alors que nous sommes allés de déception en déception durant la dernière décennie?

NATIONAL HUMAN RIGHTS COMMISSION ET LE SYSTÈME CARCÉRAL

L'ancien juge Seetulsingh semble l'homme idéal pour nos politiciens en matière des droits humains, puisqu'il est toujours en poste malgré les changements de régime ! À vrai dire, une borne ferait l'affaire puisqu'on lui demande de ne rien toucher au système.

En évinçant brutalement Hervé Lassémillante et Vijay Ramanjooloo qui faisaient du bien aux prisonniers et s'assuraient qu'ils étaient traités selon les normes des droits humains, et en les remplaçant par Mme Teeluckdharry, femme 'allergique' aux visites en prison, une voie royale est ouverte pour la militarisation de nos prisons. Seetulsingh n'avait qu'à fermer ses yeux et ses oreilles et les néophytes Ravat et Vieillesse n'avaient qu'à l'imiter (et surtout éviter de suivre les pas du tandem 'entrepreneur' Lassémillante et Ramanjooloo) et tout 'irait mieux dans le meilleur des mondes.'

MODERNISER ET HUMANISER NOS PRISONS

À l'entame de ce 3e millénaire, la modernisation et l'humanisation de nos prisons nous paraissent des conditions sine qua non pour placer la République de Maurice à l'avant-garde de ce qui se fait le mieux en matière de politique pénitentiaire. Les Mauriciens ne devraient pas avoir le réflexe de se dire que 'nous sommes les meilleurs en Afrique', car au royaume des aveugles, le borgne peut être roi, pour employer cette expression vulgaire. Au contraire, comme Dostoïevski, nous pensons que l'on juge du degré de civilisation d'un État en visitant ses prisons. À Maurice, Vinod Appadoo nous fait reculer considérablement lorsqu'il refuse, par exemple à DIS-MOI, le droit de visiter des réfugiés Congolais alors que nous l'avons fait de façon routinière pour les Iraquiens, Sierra Leonais ou Seychellois dans le passé. Opter pour le tout répressif peut être tentant pour un politicien et sa marionnette, mais nous sommes convaincus qu'il ne peut y avoir de répression efficace sans prévention et réinsertion. Cela nous étonnerait que Vinod Appadoo puisse aller loin avec sa politique totalitaire et l'histoire, nous donnera bientôt raison.

Lindley Couronne



DIS-MOI (Droits Humains-Océan Indien) est une organisation non gouvernementale qui aide à promouvoir la culture des droits humains dans la région du sud-ouest de l'océan Indien, notamment les Seychelles, Maurice, Rodrigues, Madagascar et les Comores. Fondée en 2012, l'organisation milite pour la défense et l'enseignement des droits humains. Vos dons sont les bienvenus.

DIS-MOI, 11 BROAD AVENUE, BELLE-ROSE, QUATRE-BORNES
TÉL. : 4665673 - INFO@DISMOI.ORG - HTTP://WWW.DISMOI.ORG

DISCLAIMER

Les informations contenues dans ces deux pages n'engagent que l'association DIS-MOI (Droits Humains-Océan Indien) et les intervenants. La reproduction, la diffusion et / ou la distribution de ces informations ne sont pas autorisées sans la permission de DIS-MOI.